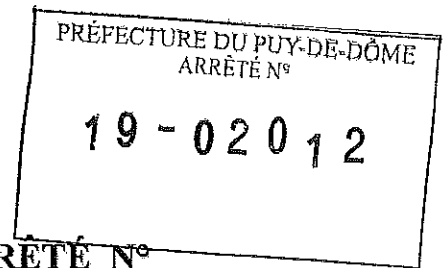




PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME



**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ**

**INTERCOMMUNALITÉ**

**DB**

**ARRÊTÉ N°**

**prononçant la modification des statuts  
du syndicat intercommunal d'assainissement  
de la Morge et du Chambaron**

La Préfète du Puy de Dôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-17 et suivants ;

**VU** le décret du 21 novembre 2018 portant nomination de Mme Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC, en qualité de Préfète du Puy-de-Dôme ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 avril 1976 modifié, portant création du syndicat intercommunal (SI) d'assainissement de la Morge et du Chambaron ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2019 prononçant la dissolution du syndicat intercommunal « SIVOM du Val de Morge » et autorisant l'adhésion des communes d'Artonne et Saint-Myon au SI d'assainissement de la Morge et du Chambaron ;

**VU** la délibération (4 juillet 2019) par laquelle l'organe délibérant du SI d'assainissement de la Morge et du Chambaron engage la procédure de modification de ses statuts ;

**VU** les délibérations des conseils municipaux des communes d'Artonne (8 juillet 2019), Beauregard-Vendon (8 juillet 2019), Chambaron sur Morge (22 juillet 2019), Châtel-Guyon (22 juillet 2019), Davayat (4 juillet 2019), Gimeaux (24 septembre 2019), Le Cheix (30 septembre 2019), Martres sur Morge (3 septembre 2019), Prompsat (12 juillet 2019), Saint-Myon (25 septembre 2019), Teilhède (23 juillet 2019), Varennes sur Morge (5 septembre 2019) et Yssac la Tourette (16 juillet 2019) se prononçant en faveur de cette modification ;

**VU** l'avis du Sous-préfet de Riom ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de majorité qualifiées requises pour cette modification sont réunies ;

### **ARRÊTE**

**Article 1** : Les statuts du syndicat intercommunal (SI) d'assainissement de la Morge et du Chambaron sont remplacés par les dispositions suivantes :

**STATUTS**  
**du Syndicat intercommunal d'assainissement de la Morge et du Chambaron**  
**(SIAMC)**

**ARTICLE 1 - FORMATION**

En application du titre 1 du livre 2 de la 5ème partie du code général des collectivités territoriales et notamment de l'article L5212-16, il est formé un syndicat à la carte entre les Communes de :

ARTONNE, BEAUREGARD-VENDON, CHAMBARON SUR MORGE, CHATEL-GUYON (Les Grosliers), DAVAYAT, GIMEAUX, LE CHEIX SUR MORGE, LES MARTRES SUR MORGE, PROMPSAT, SAINT MYON, TEILHEDE, VARENNES SUR MORGE, YSSAC LA TOURETTE.

Ce syndicat prend le nom de :

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA MORGE ET DU CHAMBARON (SIAMC).

La composition du syndicat pourra être modifiée dans les conditions prévues aux articles L5211-17 et suivants du CGCT.

**ARTICLE 2 - COMPETENCES**

A) **Compétence obligatoire :**

**Service public d'assainissement collectif :**

Ce service comprend : la collecte, le transfert et le traitement des eaux usées domestiques et industrielles et le traitement des boues.

Son objet est : l'étude, la réalisation et l'exploitation de tous ouvrages d'assainissement constitués ou à constituer sur le territoire des communes associées, ou sur le territoire d'autres communes pour assurer la continuité de ces ouvrages ou du service.

La compétence du Syndicat est étendue par transfert des communes associées, à tous les ouvrages d'assainissement établis ou à établir depuis la collecte des eaux usées des usagers du service public de l'assainissement jusqu'à leur rejet dans le milieu naturel après épuration.

Le Syndicat est habilité à collecter et de traiter les eaux usées de communes non associées, d'usagers de ces communes ou d'industries dans le cadre de conventions de prestations de services particulières en fixant les conditions.

Il aura la possibilité d'utiliser toutes formes de gestion qui lui paraîtra opportune. Il pourra notamment confier cette gestion à une société publique locale dans laquelle il détiendra une fraction du capital social conformément aux textes législatifs en vigueur (article L1522-1 du CGCT).

B) **Compétence optionnelle :**

**Service public d'assainissement non collectif (SPANC) :**

Cette compétence, sur option des communes membres du syndicat, est prise pour réaliser toutes opérations liées à cette activité, et notamment :

- Le diagnostic des installations et conseil
- Le contrôle des installations
- l'entretien des installations
- la réhabilitation des installations non conformes en maîtrise d'ouvrage privée.

Le syndicat aura la possibilité d'utiliser toutes formes de gestion qui lui paraîtra opportune. Il pourra notamment confier cette gestion à une société publique locale dans laquelle il détiendra une fraction du capital social conformément aux textes législatifs en vigueur (article L1522-1 du CGCT).

**Modalités de transfert :**

Cette compétence est transférée au syndicat par ses membres intéressés, par délibération de leur organe délibérant. Ce transfert prend effet le lendemain du jour à laquelle la délibération de l'organe délibérant est devenue exécutoire sauf indication contraire stipulée dans la délibération notamment dans le cas d'un contrat de délégation de gestion en cours.

**Modalités de reprise :**

Cette compétence est reprise au syndicat par ses membres intéressés, par délibération de leur organe délibérant. Le comité syndical délibère pour prendre acte de cette reprise de compétence. Ce transfert prend effet au premier janvier de l'année suivant celle de la date à laquelle la délibération portant reprise de la compétence est devenue exécutoire.

La reprise de la compétence s'effectuera selon les dispositions de l'article L5211-25-1 du CGCT.

Adhérent à cette compétence à la date de validation des présents statuts, les communes de :  
BEAUREGARD-VENDON, CHAMBARON SUR MORGE, CHATEL-GUYON (Les Grosliers),  
DAVAYAT, GIMEAUX, LE CHEIX SUR MORGE, LES MARTRES SUR MORGE,  
PROMPSAT, TEILHEDE, VARENNES SUR MORGE, YSSAC LA TOURETTE.

Cette liste pourra évoluer par simple mise en œuvre des modalités de transfert et de reprise définies ci-dessus.

**ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL**

Pour des raisons de proximité avec l'exploitant, de facilité de stationnement, de présence d'une salle de réunion adaptée et de centralité pour tous les délégués :

Le siège social du syndicat est fixé à la SEMERAP, PEER, rue Richard Wagner, 63200 RIOM.

Le syndicat pourra se réunir dans chacune des communes associées.

**ARTICLE 4 - DURÉE**

La durée du Syndicat est illimitée.

#### **ARTICLE 5 - ADMINISTRATION**

Le Syndicat est administré par un comité composé de deux délégués titulaires et d'un délégué suppléant par Commune, qu'elles aient opté ou pas pour la compétence optionnelle.

Le Comité élit parmi ses membres :

Un Président

Un ou plusieurs Vice-Présidents

Cinq membres

#### **ARTICLE 6 - FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL**

Le comité se réunit au siège du syndicat ou dans un lieu choisi par le comité sur son territoire. Conformément aux dispositions de l'article L 5212-16 du CGCT l'ensemble des délégués prendra part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à l'ensemble des membres du syndicat, notamment en ce qui concerne l'élection du Président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat.

Dans le cas contraire, seuls prendront part au vote les délégués représentant les membres du syndicat concernés par l'affaire mise en délibération.

#### **ARTICLE 7 - RETRAIT D'UN MEMBRE**

Le retrait d'une commune membre s'effectuera selon la procédure définie à l'article L5211-19 du CGCT.

Les conséquences financières et matérielles du retrait de la commune sont définies à l'article L5211-25-1 du CGCT.

#### **ARTICLE 8 - BUDGET**

La comptabilité et les budgets du syndicat seront établis conformément aux dispositions des articles L5212-18 et L5212-19 du CGCT.

##### **Dépenses**

Le budget du Syndicat pourvoit :

1° - aux frais de premier établissement et au renouvellement des ouvrages, comportant les travaux proprement dits, les indemnités de toutes sortes, les honoraires d'études ainsi que toutes dépenses accessoires.

2° - aux frais annuels de fonctionnement comprenant les charges d'entretien et d'exploitation des ouvrages, les indemnités et redevances diverses dues par le Syndicat.

3° - aux charges transférées des communes et correspondant aux emprunts spécifiques contractés par elles pour la réalisation des ouvrages d'assainissement, antérieurement au transfert de leur compétence au profit du Syndicat.

4° - aux frais des prestations pour maintenir, améliorer, ou protéger les ouvrages réalisés ou à réaliser, ou la collecte et l'épuration des effluents.

5° - au financement des extensions et renforcements des ouvrages pour permettre une desserte des usagers des communes associées.

6° - Les dépenses relatives à l'exercice de sa compétence en matière d'assainissement non collectif.

### Recettes

Le Syndicat pourvoit aux dépenses ci-dessus grâce aux recettes prévues par les dispositions du Code général des collectivités territoriales et des textes subséquents, à savoir :

1° - les produits de la redevance d'assainissement.

2° - les sommes reçues en échange de services rendus.

3° - les revenus des biens du syndicat.

4° - les subventions,

5° - les produits des dons et legs.

6° - les remboursements des frais de travaux et les participations des lotisseurs et constructeurs aux frais d'établissement ou de renforcement des ouvrages d'assainissement.

7° - enfin, les contributions éventuelles des Communes associées, réparties proportionnellement au nombre d'habitants raccordables défini à partir du dernier recensement officiel connu de l'INSEE.

Le reliquat disponible sera reversé aux Communes adhérentes selon les mêmes critères et les mêmes conditions que celles qui ont présidées à l'appel des charges à savoir et compte tenu des 2 derniers recensements officiels de l'INSEE.

8° - Pour l'assainissement non collectif :

Les subventions et éventuellement une part syndicale pour couvrir les frais de fonctionnement selon les dispositions de l'article R2224-19-1 du CGCT.

### ARTICLE 9 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Dans le cadre des améliorations à apporter aux réseaux de desserte, la conversion éventuelle d'un réseau unitaire en réseau d'eaux usées ne pourra intervenir qu'avec l'accord express de la commune sur les modalités de récupération et d'évacuation des eaux pluviales qui empruntaient ce réseau. Le raccordement des usagers sera effectué au vu d'une demande de raccordement émanant du pétitionnaire, préalablement autorisée par la commune en raison de ses éventuelles prescriptions d'urbanisme.

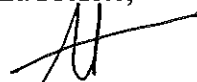
### ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

Les clauses de droit et les conditions de fonctionnement qui ne sont pas rappelées dans les présents statuts seront réglées d'après la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La Secrétaire générale de la préfecture du Puy de Dôme, le Sous-préfet de Riom et le Président du SI d'assainissement de la Morge et du Chambaron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy de Dôme.

Fait à CLERMONT-FERRAND, le 13 NOV. 2019

La Préfète,



Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS** (art. R 421-1 à R 421-7 du code de Justice administrative) : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Le Tribunal administratif compétent peut aussi être saisi à partir de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le bénéficiaire d'une décision peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre de l'Intérieur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).